

Restauration et Réforme

La maison d'Autriche et les évolutions pré-modernes d'un projet politique médiéval

FLORIAN DUMITRU SOPORAN

LES MULTIPLES significations qu'implique la relation entre l'histoire de la Monarchie des Habsbourg et les expériences modernes des nations central-est-européennes ou le rôle de cette structure politique dans le maintien de l'équilibre politique en Europe continuent à faire débat en historiographie, réunissant des contributions des historiens de l'époque moderne, des réflexions sur l'histoire du nationalisme moderne ou des réinterprétations réalisées par des spécialistes intéressés par les préliminaires des projets d'intégration européenne. La sphère des interprétations a évolué depuis la vision critique d'une construction étatique tributaire d'un paradigme conservateur et incapable de répondre aux exigences des habitants à des réévaluations générées par l'intérêt croissant pour la Mitteleuropa, qui négligeaient les commencements médiévaux de la carrière politique de la maison d'Autriche.

L'étude de cette étape de transition dominée par des provocations défensives par rapport à la proximité mongole ou ottomane et par des efforts d'adaptation aux circonstances sociopolitiques locales met en évidence une série de constantes de la conduite politique et des options institutionnelles qui se soustraient à la périodicité avec laquelle opèrent les historiens et à la spécificité issue des options personnelles des souverains. Le processus d'édification, vers le milieu du XVI^e siècle, d'une structure de pouvoir légitimée par l'interprétation partielle de la juridiction patrimoniale médiévale ne peut pas se réduire, pour ce qui concerne ses préliminaires, aux options royales de 1526 ni aux arrangements de famille qui les avaient précédées. Ces évolutions ont commencé plutôt dans la seconde moitié du XIII^e siècle, par le transfert de la base territoriale des Habsbourg de la région des Vosges et de Suisse dans l'ancienne Marche orientale de l'empire, en même temps avec leur ascension à la dignité impériale dans le contexte du Grand Interrègne de 1254-1273.

La position de Rodolphe en Autriche ressemble beaucoup à celle que Ferdinand I^{er} aura plus tard en Bohême et en Hongrie. La légitimité du nouveau pouvoir est contestée avec véhémence par la noblesse locale, qui tient à conserver les libertés que lui avaient assurées la domination des derniers Babenbergue et la succession du roi Ottokar II de Bohême (1253-1278). Le succès de la cause des Habsbourg est dû moins à la victoire remportée sur le champ de bataille et surtout à la position de Rodolphe

de mandataire de l'ordre impérial, légitimé par les résolutions de la Diète et le mandat du pape ainsi que par ses propres efforts d'aboutir à un compromis avec les élites locales. L'accord non-écrit était fondé sur l'équilibre entre les attributions du souverain et celles des états et sur un besoin de stabilité dans une région où le danger mongol qui avait secoué les royaumes apostoliques de proximité et les troubles de l'empire imposaient le rétablissement de l'ordre légal comme l'unique solution de survivance des acteurs politiques et économiques que le conflit entre le sacerdoce et l'empire avait rendu vulnérables. La victoire de l'empereur élu par la Diète sur un vassal rebelle qui avait usurpé un fief impérial a acquis des significations importantes pour le discours identitaire germanique, éloignant la possibilité de consolidation d'un pôle de pouvoir nullement négligeable aux confins orientales, la Bohême de la dynastie des Přemyslid. La succession des Babenbergue ouvrait des opportunités à des initiatives politiques en Europe centrale et en Italie.

Le moment de l'ascension de Rodolphe I^{er} en Autriche est intéressant aussi sous l'aspect des manifestations de solidarités corporatives et ethniques. Dans la phase décisive du conflit contre la Bohême, les souverains ont bénéficié du support d'une sorte de confédérations des nations, l'alliance germano-hongroise s'imposant sur celle tchéco-polonaise. Ces solidarités allaient partiellement fonctionner pendant les conflits baltiques et même dans certains moments de la révolution hussite. La réalisation tardive des projets des Habsbourg est due à la modification des rapports de force en Europe à la suite de la révolte suisse et de l'assassinat du successeur de Rodolphe I^{er}, l'empereur Albert I^{er} de Habsbourg, en 1308. Les difficultés rencontrées par la génération suivante de la maison d'Autriche dans l'administration de ses propres domaines laissent place à des tentatives d'unification européenne sous l'égide du roi de France ou à des initiatives pontificales.

Pour l'histoire d'Europe centrale, la période soumise à notre analyse est dominée par la déshérence des dynasties fondatrices des royaumes apostoliques et par la succession des familles d'Anjou et de Luxembourg, sous les auspices du Saint-Siège et par l'appel à la descendance des saints dynastiques, en Hongrie et en Bohême, par la formation de l'État polono-lituanien sous l'autorité formelle de la dynastie de Jagellon. Pour les Habsbourg, l'intervalle chronologique délimité par l'assassinat d'Albert I^{er} et le couronnement de Frédéric III en 1440 marque une régression dans les préoccupations de politique extérieure, qui sera compensée en partie par des succès administratifs remportés dans les régions alpines. La famille est divisée du point de vue patrimonial, la position des différentes branches a tendance à descendre au niveau de petits possesseurs de fiefs impériaux et d'auxiliaires auprès de divers compétiteurs pour la Couronne. Pour le XIV^e siècle, le seul fait notable est l'apparition du danger ottoman qui réclame la convocation de la Diète de l'Autriche supérieure en 1397. Le revirement politique de la maison d'Autriche pendant le XV^e siècle est le résultat de la solidarité de sa branche albertine avec l'agenda de l'empereur Sigismond de Luxembourg qui, conformément aux usages de l'époque, s'est matérialisée en une alliance familiale. L'empereur laissera à son gendre la couronne impériale et celles de la Hongrie et de la Bohême, consacrant pour la première fois l'unification de l'Europe centrale sous l'autorité d'un souverain autrichien, une œuvre politique qui deviendra la raison

d'être des Habsbourg jusqu'en 1918. La mort prématurée du souverain et l'incapacité de Friedrich III de gouverner les vastes domaines qui lui revenaient de droit n'ont pas altéré la légitimité de pareilles prétentions, qui pourront être réactivées à des moments opportuns. La politique du nouvel empereur – contestable sous plusieurs aspects – a assuré, grâce à sa durée et à sa conséquence, l'intégration du programme universaliste véhiculé dans les milieux humaniste, impérial et pontifical dans le patrimoine familial. Il a eu le grand mérite d'avoir reconstitué, grâce aux mêmes arrangements matrimoniaux qui avaient déjà plusieurs fois sauvé l'Autriche, les positions de la famille dans la région rhénane, par l'intégration de l'héritage bourgogne de Charles le Téméraire. Il était important de ressusciter le prestige impérial à un moment où le Saint-Siège relançait l'idée de la Croisade tardive au Concile de Mantoue. Cette idée n'a pas eu de conséquences immédiates à cause surtout de la situation en Europe centrale, où le camp ultraquiste de Bohême et de Hongrie proposait des solutions nationales pour contrecarrer l'offensive ottomane, qui seraient couronnées de succès dans le cas de la Hongrie. Même si ces victoires sont compromises par les rivalités entre les souverains, elles auront d'importantes significations politiques dans la formation de la spécificité identitaire hongroise et tchèque et pourront légitimer les mouvements et la propagande anti-habsbourgeoise durant les deux siècles à venir.

Le gouvernement des Jagellon n'aura pas les ressources nécessaires pour liquider les conflits intérieurs, compromettant les chances de résister devant les dangers extérieurs. La mort de Mathias Corvin et la vacance du trône de Buda permettent à Maximilien I^{er}, le grand espoir de la maison d'Autriche, de s'impliquer dans la politique de l'Europe danubienne par la revendication de la succession albertine. Bien que cet épisode fût traité par l'écrit historique comme une cavalcade typiquement Renaissance, en raison surtout de l'échec lamentable subi par le prétendant germanique, il offre une image prospective de l'infrastructure politique de la région. Les actions militaires habsbourgeoises, arrêtées pour des raisons financières, sont précédées des efforts de la diplomatie de constituer un système d'alliances anti-Jagellon avec Ivan III, le grand prince de Moscou, et avec Étienne le Grand, le prince régnant de la Moldavie. Si Moscou était surtout préoccupée par la rivalité avec la Lituanie, Étienne le Grand visait la formation d'un front anti-ottoman avec l'implication des puissances européennes, ce qui le déterminerait à se réconcilier avec le nouveau roi de Hongrie, Vladislas Jagellon. Apprécié par ses sujets de Bohême pour la modération dont il avait fait preuve pendant son règne commencé en 1471, surtout pour ce qui concernait les aspects confessionnels, celui-ci a représenté tout de même une expérimentation institutionnelle fondée sur l'expertise locale du gouvernement effectif en vertu du partenariat entre le souverain et les états. Son autorité est mise en cause par la résistance des états, qui tendent à transformer les monarchies hongroise et tchèque en des régimes oligarchiques, légitimés par des privilèges nobiliaires et citadins et renforcés plus tard à la suite de l'institutionnalisation du pluralisme confessionnel. L'historiographie hongroise, se basant sur des documents de la Diète et sur le caractère régulier de ses réunions, considère ce moment comme une première ère parlementaire hongroise. Bien que certains spécialistes estiment qu'un tel régime aurait favorisé les manifestations du pluralisme politique, on ne saurait pas

ignorer l'incapacité de l'État de mobiliser les ressources nécessaires pour assurer la sécurité de ses habitants, que les décennies de guerre allaient épuiser après 1526.

POUR LES Habsbourg, la période de 1490 à 1526 se caractérise par les tentatives échouées d'étendre leur influence sur la Bohême et la Hongrie. La signature d'un pacte de famille en 1515 et le double mariage de Vienne devaient assurer à Ferdinand la succession des deux royaumes. Sur le plan économique, nous assistons à l'affirmation des intérêts de la famille de Fugger d'Augsbourg, les crédateurs de la dynastie impériale devenus les principaux promoteurs du capitalisme dans la région. Ils prennent à bail des mines appartenant à la Couronne et assurent les moyens financiers à la Cour, leur influence croissante provoquant l'opposition de la faction nationale de la noblesse hongroise, qui demande à la Diète de prendre des mesures contre les étrangers. La mort de Maximilien I^{er} en 1519 et l'élection comme successeur de son neveu, Charles Quint, le roi d'Espagne, place la maison d'Autriche en position d'hégémon du monde chrétien, évolution peu favorable à l'espace central-européen, qui devient un aspect secondaire dans ses préoccupations politiques centrées sur l'Italie et la France. En 1521, Charles cède les territoires héréditaires habsbourgeois, à l'exception du Tyrol, à son frère Ferdinand, qui par le traité de Bruxelles de 1522 deviendra le maître de tout le patrimoine germanique de la famille, après avoir été reconnu lieutenant de l'empereur par la Diète impériale. Cependant, sa position ne lui assure pas les moyens nécessaires à une intervention en faveur de son beau-frère, Louis II de Hongrie, qui se voit obligé d'opposer à l'armée du sultan des troupes, incapables de soutenir une longue guerre. La défaite de Mohács mettra fin à la vie du souverain et à l'indépendance du royaume hongrois. Les disputes entre les différentes factions sont intensifiées par la présence ottomane, le groupement national, absent de Mohács, proclamant son leader, Jean Zápolya, roi dans la diète de Székesfehérvár du 10 novembre 1526. Descendant d'une famille qui reprend la base sociale de la famille de Hunedoara (Hunyad), le nouveau monarque assume une politique anti-habsbourgeoise en collaboration avec la France et la Pologne, clairement exprimée par son adhésion à la Ligue de Cognac qui réunissait tous les adversaires européens de la maison d'Autriche et qui avait prouvé son efficacité pendant des guerres italiennes.

La réaction des Habsbourg a été prompte. La diète convoquée par la reine veuve Marie de Pozsony a décidé l'élection comme roi de Ferdinand, que la Diète de Prague avait déjà élu roi des Pays tchèques grâce à l'habileté de ses émissaires et à la loyauté de ses sujets envers les anciens souverains. Il devait ainsi maintenir l'autorité impériale en Allemagne dans les conditions des disputes avec les protestants, consolider la position politique du souverain devant les états et, surtout, maintenir intact l'héritage hongrois qui était contesté par le sultan et par une partie des sujets. La tâche du souverain était apparemment facile, compte tenu de la taille de toutes ses possessions et de leur potentiel militaire et démographique. Une analyse plus profonde dévoile les nombreuses carences de cet ensemble, dont surtout son caractère hétérogène et l'absence d'un agenda commun de la société que la Couronne puisse assumer, sans parler du manque d'expérience du souverain que même ses proches collaborateurs ont longuement considéré comme un étranger.

Ces obstacles ont été partiellement surmontés au bout de quelques décennies de transformations institutionnelles. Le premier pas a visé l'administration, qui a été réformée par une centralisation politique et par une uniformisation modérée. Cette réformation a été plus facile à accomplir dans les territoires héréditaires où Maximilien, de plein accord avec les états, avait réussi à mettre en place les instruments d'une administration efficace, dans le cadre de politiques plus larges de réformation des institutions de l'empire. Formé à la Cour de Ferdinand d'Aragon, son neveu s'est investi dans la même démarche. Étranger à ses sujets à la fois par la langue qu'il parlait et par son éducation, Ferdinand a trouvé les moyens de créer un mécanisme d'État capable de mettre à sa disposition les ressources nécessaires à la défense des territoires de la Hongrie occidentale, sans provoquer la révolte générale des états. Les premières mesures qu'il a prises étaient destinées à mettre en place les organismes d'une gouvernance centrale. Par l'ordonnance du 1^{er} janvier 1527 étaient créés le Conseil impérial, le Conseil privé, le Conseil impérial de guerre et la Chancellerie impériale. Le conseil impérial (*Hofrat*) avait juridiction sur tous les sujets de Ferdinand et représentait une tentative d'affirmation de l'autorité du souverain qui devenait ainsi l'ultime instance d'appel. C'était le procédé bien connu par lequel, deux siècles auparavant, les souverains capétiens avaient imposé leur autorité sur tous les habitants de France. Cependant, le rôle de cette institution allait graduellement se restreindre aux possessions héréditaires des Habsbourg, pour servir au XVIII^e siècle comme cadre d'affirmation de la suprématie de la maison d'Autriche dans l'empire, dans les conditions des contestations venues de la part des princes du territoire. Le Conseil privé réunissait les officiels invités par le souverain, qui avaient des compétences générales, et ses résolutions avaient un caractère consultatif. La Chancellerie comprenait les fonctionnaires spécialisés, avec des compétences préétablies pour les possessions héréditaires, pour les pays de la Couronne de Bohême et pour la Hongrie. Le modèle de cette institution a été fourni par les soi-disant *letrados* que le souverain avait connus pendant son séjour en Castille.

Ces institutions ont assumé certains attributs des institutions équivalentes locales, sans toutefois en diminuer l'importance. La Chancellerie de Bohême et celle de Hongrie continuent à fonctionner, elles gardent une partie de leurs fonctions juridiques et leur rôle dans la correspondance diplomatique. Par l'intermédiaire du Grand Tribunal de Prague, du Petit Tribunal – aux compétences modestes – et du Tribunal de la Table – instance d'arbitrage dans les litiges foncières –, la Couronne de Bohême a préservé son autorité juridique, une situation qui allait changer après la révolte protestante de 1618. En 1548, le souverain a limité l'autonomie des villes, de Prague en particulier. Dans le royaume hongrois, les actions de Ferdinand n'ont eu qu'un but militaire. La proximité du théâtre de conflit avec la Porte ottomane l'a obligé à ménager les susceptibilités des états et à maintenir une position politique solide dans les territoires qui reconnaissaient l'autorité du roi de Vienne. L'institution du palatin, qui cumulait des attributions juridiques et militaires et dont le représentant était le lieutenant du souverain, resta sans titulaire et fut remplacée par le Conseil de Lieutenance. Face aux réticences des Ordres hongrois qui boycottaient les institutions communes, le pouvoir central soutient l'autonomie de la Croatie. Le gouverneur (le ban) garde ses

attributions, dont surtout celles militaires, qui acquièrent de nouvelles valences dans le contexte des affrontements permanents aux frontières. La noblesse croate s'était dès le début montrée favorable au nouveau roi, qu'elle avait reconnu dans la diète de Cetin en janvier 1527. La solidarité entre les Croates et la maison d'Autriche représentera d'ailleurs l'une des caractéristiques politiques de l'Europe danubienne, que le catholicisme militant des deux parties ne fera qu'accentuer. Ces circonstances ont déterminé les autorités à mettre en place un système de frontière militaire (*Militärgrenze*) entre Kraïna et la mer Adriatique, un système de fortifications étendu sur 1 000 km environ, pourvu de garnisons militaires de jusqu'à 10 000 militaires. Les actions de brigandage de nombreux réfugiés serbes colonisés dans le sud ont fait accroître les tensions dans la région.

UNE INSTITUTION blâmée pour son inefficacité a été le Conseil impérial de guerre (*Hofkriegsrat*). Formé de fonctionnaires civils et militaires, celui-ci évaluait les besoins de l'armée en temps de guerre ou de paix. Ses propositions devaient être approuvées par les Diètes locales, qui se montraient en général hostiles aux demandes financières. Ces institutions répondaient aux objectifs du pouvoir central en fonction de la situation économique de la monarchie, les dépenses militaires et celles de la Cour générant un déficit annuel de quelques centaines de milliers de florins, qui était au début financé par des emprunts aux banques d'Augsbourg. Comme la dette ne faisait qu'augmenter, les institutions responsables locales ont dû faire appel à des contributions générales. La chambre de la Bohême assurait deux tiers des dépenses de la monarchie, le reste provenant de collectes dans les territoires héréditaires. Les mines d'argent de Bohême et celles de fer et de sel d'Autriche inférieur et de Tyrol, des monopoles royaux traditionnels, connaissent pendant cette période une exploitation intensive, quelques-unes étant séquestrées par la maison Fugger, au compte des anciennes dettes non-honorées.

L'administration locale n'a pas connu de changements significatifs, les structures des comitats et les Diètes de la Bohême et de la Hongrie continuant à représenter les bastions des élites politiques et ecclésiastiques qui veillaient au respect des privilèges juridiques et des libertés confessionnelles et qui formulaient des critiques à l'adresse de la politique royale. Une action qui devait conduire à l'apparition d'une institution représentative commune pour toute la monarchie a été initiée par Ferdinand en 1542, lorsqu'il a convoqué à Vienne les états généraux de toutes ses possessions. Étant donné l'intérêt de préserver l'autonomie légale des États incorporés dans la monarchie, cet événement n'aura pas de suites, les représentants de la noblesse et du patriciat urbain cherchant, par contre, à renforcer les fonctions des institutions locales. Les Diètes régionales de Moravie et de Silésie sont devenues des bastions des libertés confessionnelles, alors que les comitats nobiliaires de la Hongrie habsbourgeoise ont évolué vers de véritables républiques nobiliaires, peu disposées à répondre aux appels du roi de participer à la défense du pays. Pour ce qui concerne les relations avec ses sujets, les actions de Ferdinand ont remporté des victoires limitées. Il n'a pas réussi à assurer une base solide à son pouvoir, devant faire face à des contestations à l'Est et sur tout le territoire de l'empire, situation qui a duré jusqu'à la paix d'Augsbourg en 1555. Un

aspect favorable de sa politique a été le sentiment d'unité des habitants placés sous l'autorité d'un seul souverain et que le danger ottoman n'a fait qu'augmenter. C'est un thème qui a joui d'une large circulation dans les écrits du temps. On ne saurait toutefois affirmer que le règne du premier Habsbourg aurait été vraiment populaire dans la région.

Sans avoir le caractère spectaculaire de la politique de Charles Quint, le règne de Ferdinand s'est avéré plus efficace à long terme, l'Europe centrale devenant plus cohérente du point de vue institutionnel, ce qui était indispensable pour contrecarrer le danger ottoman. Les juristes formés dans les universités allemandes et italiennes ont pu accéder dans l'administration d'État et gérer les affaires publiques, stimulant les transformations au niveau de la noblesse locale. Même si la translation partielle des paradigmes français ou espagnols en Europe danubienne a eu ses limites, le système collégial étant peu adéquat à des décisions rapides, elle a permis l'apparition d'une bureaucratie en évolution vers la noblesse de compétence, solidaire avec les intérêts de la Cour. C'est du sein de cette catégorie sociale que sortira au début du siècle suivant la faction par laquelle les souverains styriens allaient subordonner les états à leur politique dynastique. Une solidarité de perspective au cours de l'édification de la monarchie a été établie entre le souverain et l'Église romaine, essentielle au moment de l'institutionnalisation des alternatives théologiques protestantes. Ferdinand s'est montré un souverain tenace sur le plan confessionnel également, attaché à la foi catholique mais réussissant à maintenir un équilibre entre les intérêts de l'État et les options de la société. Bien que dans sa qualité d'empereur il eût assuré la mise en pratique des stipulations de la paix d'Augsbourg, les circonstances ne lui ont pas permis d'appliquer le principe *cuius regio, eius religio* dans ses propres possessions, même si les mesures répressives antiprotestantes avaient été prises bien avant, à la suite des succès remportés par ses partisans dans la guerre contre la Ligue de Smalkalde. Les démarches destinées à assurer la survivance des centres monastiques ont été faites dans le même sens de la Contre-réforme. On pouvait déjà sentir l'influence que l'esprit post-tridentin allait avoir sur l'éducation dans la région, jusqu'aux réformes josphines et à l'impact de l'*Aufklärung*.

Après 1550, les autorités ont créé le cadre qui allait assurer le succès de la Réforme catholique en Europe centrale par la ressuscitation de la dévotion populaire et des ordres monastiques, par l'appui porté à la mission jésuite de Pierre Canisius et par l'amélioration des rapports avec les régions rhénane et bavaroise. Leur contribution dans la cristallisation d'une identité catholique au Moyen Danube a été décisive, compte tenu des carences éducationnelles et administratives que l'Église de la région avait ressenties pendant le Moyen Âge, saisissables surtout dans la réformation du clergé paroissial. Dans les relations avec Rome, Ferdinand a réussi à conférer à la maison d'Autriche l'image d'une véritable championne dans la défense de la civilisation européenne et a soutenu les projets diplomatiques de la papauté visant la reprise des croisades. Pour bien estimer l'importance de ces transformations pour l'évolution de la future monarchie des Habsbourg, il faut se rapporter à deux réalités comparables, les possessions gouvernées par Charles Quint et les territoires hongrois restés en dehors de la juridiction de la Couronne. Dans le premier cas, l'absolutisme de l'empereur-roi

a dû faire face à l'opposition des villes et des Cortès espagnoles regroupées dans les soi-disant *hermandades* et s'imposant manu militari après 1520. Les circonstances de son ascension au trône d'Espagne ont d'ailleurs eu l'apparence d'un coup d'État aux yeux des contemporains. Les rapports avec la Diète impériale ont été difficiles, la situation n'a pas permis d'innovations dans la sphère institutionnelle, Charles étant surtout préoccupé par des questions de politique extérieure, alors que Ferdinand était engagé dans ses possessions danubiennes. La tendance a été au compromis avec les princes laïcs et ecclésiastiques. Malgré ses grandes dimensions, l'empire habsbourgeois de Madrid s'est heurté à l'incapacité de l'État de répondre aux exigences sociales en Italie et surtout aux Pays-Bas. En Hongrie ottomane et en Transylvanie autonome, l'évolution institutionnelle a été beaucoup plus lente, selon les spécialistes, elle a été tributaire de la tradition médiévale et a porté l'empreinte du provisorat. Les élites étaient sensibles aux modèles polonais, sans pourtant évoluer vers le *liberum veto* ou l'organisation de confédérations. Des similitudes sont visibles au niveau des institutions consultatives pendant les décennies de guerre civile. Les assemblées des états en Transylvanie, qui avaient auparavant des attributions essentiellement juridiques, acquièrent une signification politique expresse, l'idée de privilèges consacrés par la tradition et par des arrangements plus récents assurant la clé de voûte de la survivance de la nouvelle principauté. Le modèle administratif et politique édifié par Ferdinand s'est avéré efficace à long terme, grâce surtout au mélange qu'il a su garder entre le centralisme et l'autonomie, ses successeurs mettant l'accent sur l'un ou l'autre des deux directions.



Bibliographie

- Bérenger, Jean. *Histoire de l'Empire des Habsbourg 1273-1918*. Paris, Fayard, 1990.
- Blockmans, Wim. *The Emperor Charles V (1500-1558)*. Trad. Isola van den Hoven-Vardon. London, Arnold ; New York, Oxford University Press, 2002.
- Bonney, Richard. *The European Dynastic States 1494-1660*. Oxford, Oxford University Press, 1991.
- Brunner, Melanie. Disorder, Debts and Excommunication: Pope John XXII and the Reform of the Order of Grandmont. *Journal of Medieval History*, vol. 36, n° 4, 2010, p. 341-358.
- Burckhardt, Jakob. *La Civilisation de la Renaissance en Italie*. Préface par Robert Kopp. Trad. H. Schmitt et Robert Klein. Paris, Bartillat, 2012.
- Cazan, Ileana. *Habsburgi și otomani la linia Dunării. Tratatate și negocieri de pace 1526-1576*. Bucarest, Oscar Print, 2000.
- Chaunu, Pierre. *La Civilisation de l'Europe classique*. Préface de Raymond Bloch. Paris, Arthaud, 1966.
- Ciocan, Rodica. *Politica Habsburgilor față de Transilvania în timpul lui Carol-Quintul. Teză de doctorat pentru Istoria Universală*. Bucarest, Tipografia « Dimitrie Cantemir », 1945.
- Davies, Norman. *God's Playground: A History of Poland*. Vol. 1, *The Origins to 1795*, édition révisée. Oxford-New York, Oxford University Press, 2005.

- Delumeau, Jean. *Le Catholicisme entre Luther et Voltaire*. Paris, Presses Universitaires de France, 1971.
- Engel, Pál. *The Realm of St Stephen: A History of Medieval Hungary 895-1526*. Trad. Tamás Pálosfalvi. London-New York, I. B. Tauris, 2005.
- Evans, Robert J. W. *Felix Austria: L'ascesa della monarchia asburgica 1550-1700*. Édition et traduction par Alfonso Prandi. Milan, Il Mulino, 1999.
- Evans, R. J. W. et Peter H. Wilson, dir. *The Holy Roman Empire, 1495-1806: A European Perspective*. Leiden-Boston, Brill, 2012.
- Fazekas, István. The Central European Habsburg Monarchy in the Middle of the Sixteenth Century – Elements of Cohesion and Division. In *The Battle for Central Europe: The Siege of Szigetvár and the Death of Süleyman the Magnificent and Nicholas Zrinyi (1566)*, dir. Pál Fodor, p. 179-192. Leiden-Boston, Brill, 2019.
- Hantsch, Hugo. *Die Geschichte Oesterreichs*. Vol. 1, *Bis 1648*. 5^e édition. Graz, Styria Verlag, 1969.
- Housley, Norman. Ideology, Careerism and Civic Consciousness: The Crusade against Basel, 1482-1485. *English Historical Review*, vol. 130, n^o 547, 2015, p. 1392-1417.
- Jordan, William Chester. Anti-Corruption Campaigns in Thirteenth-Century Europe. *Journal of Medieval History*, vol. 35, n^o 2, 2009, p. 204-219.
- Krieger, Karl-Friedrich. *Rudolf von Habsburg*. Darmstadt, Primus Verlag, 2003.
- Mandrou, Robert. *L'Europe « absolutiste ». Raison et raison d'État*. Paris, Fayard, 1977.
- Martin, Janet. *Medieval Russia 980-1584*. 2^e édition. Cambridge, Cambridge University Press, 2007.
- Mühle, Eduard. The Real and Perceived Influence of Minority Groups in Poland in the Twelfth and Thirteenth Centuries. *Journal of Medieval History*, vol. 45, n^o 3, 2019, p. 389-404.
- Papacostea, Șerban. *Ștefan cel Mare: domn al Moldovei 1457-1504*. Bucarest, Corint, 2003.
- Pomian, Krzysztof. *L'Europe et ses nations*. Paris, Gallimard, 1990.
- Pop, Ioan-Aurel. *Hunedoreștii: O familie europeană*. Cluj-Napoca, Școala Ardeleană, 2020.
- Pop, Ioan-Aurel et Alexandru Simon. *Re de Dacia: un proiect de la sfârșitul Evului Mediu*. Cluj-Napoca, Școala Ardeleană, 2018.
- Post, Gaines. Legal Theory. In *Nationalism in the Middle Ages*, dir. C. Leon Tipton, p. 79-86. New York, Holt, Kinehart and Winston, 1972.
- Rady, Martyn. *The Emperor Charles V*. London-New York, Routledge, 2014.
- Simionescu, Ștefan A. Legăturile dintre Ștefan cel Mare și Maximilian I de Habsburg în lumina unui nou izvor. *Revista de istorie* (Bucarest), XVIII, n^o 1, 1974, p. 257-262.
- Soporan, Florian Dumitru. Afirmarea Monarhiei Habsburgice în Europa Centru-Orientală (1526-1556). *Studia Medievalia* (Cluj-Napoca), I, 2004, p. 253-290.
- . Mission and Identity: The Founding Dynasties, Foreign Queens and their Subjects. *Transylvanian Review*, vol. XXIII, n^o 3, 2014, p. 98-110.
- Wandycz, Piotr S. *The Price of Freedom: A History of East Central Europe from the Middle Ages to the Present*. 2^e édition. London-New York, Routledge, 2001.
- Winter, Eduard. *Der Josephinismus. Die Geschichte der österreichische Reformkatholizismus 1740-1848*. 2^e édition, augmentée. Berlin, Rütten & Loening, 1962.
- Zöllner, Erich. *Histoire de l'Autriche, des origines à nos jours*. Préface par Victor-L. Tapié. Trad. M. Berger et M. Flecher. Roanne, Horvath, 1966.

Abstract

Restauration and Reform:

The House of Austria and the Pre-Modern Evolution of a Medieval Political Project

The importance of the Habsburg Monarchy for the European balance of power in the modern age and equally for the development of national identities in Eastern Europe justifies the interest for the medieval preliminaries of the House of Austria's presence in this region. The translation of territorial base operated in 1278 by Rudolf I, Holy Roman emperor, was consolidated by his successors through political achievements and matrimonial alliances. The reign of Ferdinand I in the Austrian Lands and his election as king of Bohemia and Hungary mean the beginning of a mix of policies of building an institutional infrastructure which assured the dialogue between power and the legal society which preserved the local specificities in the former apostolical kingdoms.

Keywords

Austria, Habsburg monarchy, Ferdinand I